

## SALON RÉGIONAL DE LA MICRO-ENTREPRISE À ORAN

# L'épreuve du terrain dément les discours

*Le premier Salon régional de la micro-entreprise, qui se tient au Palais des expositions d'Oran depuis le 12 juillet, aura pour mérite de mettre à nu le décalage entre les discours des responsables vantant les dispositifs d'appui à l'emploi et les témoignages des jeunes promoteurs que nous avons rencontrés.*

Par les chiffres, les dispositifs de l'Ansej et de la Cnac à Oran depuis le mois de janvier a validé 293 dossiers de micro-entreprises sur un total de 401 déposés. Depuis la mise en place de ce dispositif, ce seraient 4 835 dossiers qui auraient bénéficié d'un financement permettant la création de 14 458 postes de travail. Des données qui laissent songeur mais qui ne disent rien quant aux nombres de projets abandonnés précipitant la faillite et l'endettement des jeunes.

Ces jours derniers, au Salon régional de la micro-entreprise, regroupant quelque 124 participants venus de plusieurs wilayas de l'Ouest, des jeunes promoteurs témoignent des difficultés qu'ils rencontrent. «Nous reconnaissons que l'Etat nous a aidés avec les mesures de l'Ansej, mais au niveau des banques nous rencontrons d'énormes difficultés. Il n'y a

pas d'accompagnement spécifique pour les micro-entreprises», explique Samir.

Son projet était une micro-entreprise spécialisée dans l'entretien et le nettoyage professionnels.

Elle est entrée en activité en 2006 avec 4 employés. Aujourd'hui, il a des marchés et emploie 15 personnes, mais voilà, les difficultés de gestion, fonds de roulement, charges parafiscales, retard de paiement des clients... font qu'il est sur la corde raide. «Nous pouvons avoir des marchés, mais pour cela, les banques devraient nous accorder des crédits d'exploitation. Or elles refusent systématiquement. Pourtant, c'est un produit bancaire... Elles demandent des garanties où des hypothèques, vous imaginez ?»

Autre réaction, cette fois, venant d'une jeune femme qui, elle aussi, se désole du manque d'engagement et

d'accompagnement des banques après avoir lancé son projet de papier hygiénique. «Les banques nous traitent et gèrent nos dossier comme si nous étions une grande entreprise.

Que ce soit pour les délais de remboursement, les crédits, etc. Je n'ai pas les moyens de me procurer la matière première en grande quantité... Les banques doivent fonctionner à la hauteur des micro-entreprises que nous sommes», précise-t-elle. D'autres jeunes promoteurs vont plus loin dans la critique expliquant qu'il y a un centralisme qui bloque toute initiative : «Lorsque nous démarchons au niveau local des sociétés pour les services, on nous explique que les marchés sont donnés au niveau d'Alger par les directions centrales.

Ce sont des entreprises d'Alger qui viennent ici à Oran assurer les services ! Pourquoi ce blocage au niveau local, au niveau régional ? C'est incompréhensible !»

Du côté des banques, l'on se défend de toutes ces critiques. Des représentants

des banques publiques au salon n'ont consenti à s'exprimer que sous couvert de l'anonymat, et pour cause. «Une banque n'est pas là pour faire du social, la plupart des promoteurs viennent vers nous sans maîtriser les notions de management et de financement, avec des études économiques très faibles. La banque ne peut prendre le risque de financer leurs exploitations.

Résultats ? Au bout de quelques mois, ils font faillite et ce sont des milliards de crédit non recouvrés que nous supportons», nous explique un responsable service clientèle d'une banque publique. Un de ses collègues abonde dans ce sens : «Ces dispositifs sont conçus ou fonctionnent comme du social pour calmer les jeunes.

Il faut revenir à des bases et règles économiques et financières, sans plus». L'on comprend pourquoi nos interlocuteurs ont voulu garder l'anonymat. Il y a un adage qui confirme leurs propos : «L'on ne prête qu'aux riches !»

Fayçal M.

### TIZI-OUZOU

## Radio Djurdjura émettra dans deux ans peut-être

**Radio Djurdjura commencera peut-être à émettre dans un an ou deux, le temps que dureront les travaux de réalisation de l'édifice de 900 m² de surface bâtie, un R+2, de 12 bureaux, un studio et autres dépendances.**

Le lancement officiel des travaux de réalisation ce 5 Juillet, fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, constitue à cet égard une première brèche, ouverte sous la pression des assemblées locales et de l'opinion publique régionale, dans le mur du silence et de l'indifférence affichés jusque-là par le pouvoir aux demandes récurrentes d'ouverture d'une radio locale dont l'importance, le rôle et l'utilité publique ne sont pas contestables.

Reculant sans cesse l'échéance redoutée de la réouverture d'une station qui a existé jusqu'aux premières années de l'Indépendance,

émettant à partir du siège de la wilaya, le pouvoir semble, avec l'ouverture de ce chantier, disposé à lâcher du lest et prendre des risques calculés avec une station radio émettant de nouveau à partir de Tizi-Ouzou — presque entièrement normalisée — en complément et concurrence avec les autres radios nationales et périphériques couvrant la Kabylie.

En donnant le coup d'envoi à la réalisation du siège de la radio Djurdjura, ce 5 Juillet 2008, l'actuel wali de Tizi-Ouzou se distingue de ses prédécesseurs trop frileux, à l'image du pouvoir central, par un pari audacieux sur l'avenir politico-médiatique de la région et, sûrement aussi, par une large confiance à l'égard de la jeune génération de professionnels des médias dont regorge la wilaya.

Ce coup d'envoi dont il convient de mesurer l'importance mais aussi de suivre les futures péripéties jusqu'à

l'aboutissement final, l'ouverture effective des émissions, est accompagné par le lancement d'un marché de fruits et légumes à l'entrée est du chef-lieu de wilaya, par l'inauguration d'une école primaire dans un lotissement de Draâ Ben Khedda et par la remise des clefs aux bénéficiaires de 240 logements LSP, à Draâ Ben Khedda, et 163 AADL à Tadmait, respectivement à 11 et 25 km à l'ouest de Tizi Ouzou.

Ce 5 Juillet 2008 est marqué, par ailleurs, par la semaine culturelle de la wilaya de Ghardaïa dans un riche programme comprenant une animation folklorique, de la musique, des arts plastiques, l'artisanat, des récitals poétiques, des conférences... qui ont relancé l'animation qui commençait à s'éteindre vers la fin juin au sein de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

B. T.

### TIARET

## L'association Essalam El-Akhdar dénonce le mode de gestion du CET

**Dans un communiqué rendu public, l'association Essalam El-Akhdar, pour la protection de l'environnement et de la nature de la wilaya, n'y est pas allée avec le dos de la cuillère pour dénoncer, sur un ton sec, le mode de gestion du nouveau centre d'enfouissement technique (CET) situé entre Tiaret et Sougueur.**

Mis en service en octobre 2007, cet établissement, écrit l'association, ne tient pas compte des normes requises en matière de fonctionnement, du fait

qu'il ne répond pas à la conception élaborée par le bureau chargé de l'étude. Selon le même document, le CET de Tiaret, censé recevoir des déchets ménagers de pas moins de 10 communes, est transformé malheureusement en une simple décharge contrôlée, sans pour autant tenir compte des conséquences néfastes sur l'environnement, la nappe phréatique et le sol, car, poursuit la même association, la mission de ce genre de centre — coûtant une enveloppe volumineuse — consiste principalement à recevoir les ordures, selon des règles strictes en matière de respect de l'environnement, sachant

que les déchets non recyclables sont stockés au niveau de cette structure appelée à assumer son rôle, notamment pour ce qui est du tri, du recyclage et de l'incinération.

Par ailleurs, l'association Essalam El-Akhdar estime que le mode de gestion de cette installation classée requiert toute une panoplie de mesures, dont l'encadrement qui doit être qualifié et spécialisé dans le domaine. Enfin, les défenseurs de la nature lancent un appel aux pouvoirs publics locaux à se pencher sérieusement sur ce dossier afin que le CET de Tiaret puisse mener sa véritable mission.

Mourad Benameur

### TLEMCCEN

### SERVICES DE SÉCURITÉ

## La chasse aux faux mendiants

Enfin une initiative louable des services de sécurité qui ont lancé une opération pour lutter contre ce phénomène qui a pris de l'ampleur à Tlemcen au point où certains touristes ont été choqués par ces nombreuses femmes (fausses mendiants) étalant à même le sol leur progéniture pour amadouer les passants.

Toutefois, la responsabilité des services sociaux est engagée dans cette affaire. Cette opération a été très bien accueillie par les citoyens d'autant plus que certaines mendiants ne se contentent pas d'un petit coin discret, mais elles hurlent et deviennent parfois agressives.

### EMPLOI

## Nouveau dispositif d'insertion

Les diplômés des différentes filières universitaires ont répondu favorablement à l'appel lancé par le Groupe Dennouni lors des journées ouvertes aux universités de Sidi Bel-Abbès, Bab-Ezzouar et Boumerdès. Le groupe composé de six filières offre des possibilités d'emploi et de formation aux diplômés de l'année 2007-2008.

Le siège du Groupe Dennouni reçoit des centaines de candidatures à travers tout le pays. Cette initiative a été saluée par de hauts responsables et la société civile. Rappelons que les nouvelles recrues seront réparties à travers tout le pays et notamment là où les filières du Groupe sont opérationnelles.

Par ailleurs, le président de l'UGEA a saisi tous les présidents de fédérations pour procéder à des recrutements massifs au sein des universités.

Faïza B.

### BÉNI SNOUS

## Le réseau des eaux usées fait défaut

Des citoyens de la commune d'Azail font part de leur préoccupation sur un grave problème qui perturbe leur vie quotidienne. Il semble que dans la localité de Tefesra, l'APC tarde à régler le problème de branchement des domiciles au réseau principal des eaux usées.

C'est le cas d'un citoyen, Hamroun Boualem, qui ne peut habiter sa maison à cause de ce problème qui relève de l'hygiène publique. Pourtant, des enveloppes conséquentes ont été débloquées pour toute la daïra de Béni Snous dans le cadre du plan de développement rural.

Ce genre de problème doit être pris en charge rapidement pour éviter les risques de pollution et particulièrement durant cette période de chaleur.

Contacté par nos soins, le secrétaire général de l'APC d'Azail confirme les doléances des citoyens et promet de régler ce problème dès la désignation d'une entreprise chargée de la pose des buses.

M. Zenasni

### SAISON ESTIVALE À ANNABA

## Les jet-skis, hantise des baigneurs

Conçus pour le plaisir de la navigation côtière, les jet-skis sont devenus ces dernières années, sur les plages d'Annaba, source d'accidents graves et parfois mortels, par la faute d'inconscients qui ne respectent pas la réglementation en vigueur.

Afin de mettre un terme aux dépassements et pour garantir aux baigneurs la sécurité sur les plages, notamment dans l'eau, les gardes-côtes de la station maritime principale d'Annaba ont pris l'initiative, dans le cadre d'une opération baptisée «Nedja» (secours), d'assurer une surveillance accrue des plages durant toute la journée pour faire respecter l'arrêté du ministère des Transports n° 666 du 3 juillet 2003 relatif à la navigation et à l'inspection des engins flottants et nautiques à moteur.

Ces derniers ont, d'ailleurs, procédé depuis le début de cette saison, à la saisie de deux jet-skis dont les propriétaires ont enfreint cette réglementation. 60 engins de ce genre sont recensés à Annaba pour la présente saison estivale.

Leurs propriétaires ont été sensibilisés quant au respect des dispositions régissant la navigation maritime et qui stipulent, en plus d'un permis et d'une carte de circulation, l'interdiction de leur utilisation à moins de cent mètres du rivage.

Mohamed-Ali Khellaf